Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preußischen Staaten.

Nr. 53.

(Nr. 4775.) Convention de Cartel, signée par les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse, et de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, le $\frac{8 \text{ Août}}{27 \text{ Juillet}}$ 1857.

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

La Convention de Cartel conclue le $\frac{20}{8}$ Mai 1844 entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, étant expirée, et quelques unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développement et de précision, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle Convention de Cartel et ont à cet effet nommé des Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Othon Théodore Baron de Manteuffel, Président de Son Conseil et Son Ministre des affaires

(Nr. 4775.) Uebersetzung der Kartelkonvention, unterzeichnet von den Bevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Preußen und Sr. Majestät des Kaisers von Rußland, Königs von Polen, am $\frac{8. \text{ August}}{27. \text{ Juli}}$ 1857.

Im Namen der Hochheiligen und untheilbaren Dreieinigkeit!

Nachdem die zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preußen und Sr. Majestät dem Kaiser von Rußland, König von Polen, unterm $\frac{20.}{8.}$ Mai 1844. abgeschlossene Kartelkonvention abgelaufen ist, und einige ihrer Bestimmungen einer näheren Erläuterung und größeren Bestimmtheit fähig erachtet worden sind, so haben Ihre Majestäten es nützlich und angemessen gefunden, eine neue Kartelkonvention abzuschließen und zu diesem Behufe zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preußen:

den Freiherrn Otto Theodor von Manteuffel, Ihren Minister-Präsidenten und Minister der auswärtigen An-

Ausgegeben zu Berlin den 30. September 1857.

étrangères, Chevalier des Ordres de Prusse de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge avec feuilles de chêne, couronne et sceptre, Grand Commandeur de l'Ordre de Hohenzollern, Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Prusse, et Chevalier Grand Croix des Ordres de Russie de St. André, de St. Alexandre-Newsky etc.;

et

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne:

le Sieur Philippe Baron de Brunnow, Son Conseiller privé actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et Leurs Altesses Royales les Grands-Ducs de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, Chevalier Grand-Croix des Ordres de Russie de St. Wladimir de 1ière classe, de St. Alexandre-Newsky en diamants, de l'Aigle blanc, de Ste. Anne de 1ière classe et de St. Stanislas de 1ière classe et des Ordres de Prusse de l'Aigle rouge de 1ière classe et de St. Jean de Jerusalem etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la Convention de Cartel, dont la teneur suit ici mot à mot.

gelegenheiten, Ritter des Preußischen Schwarzen Adler-Ordens, des Rothen Adler-Ordens mit Eichenlaub, Krone und Scepter, Groß-Komthur des Königlichen Hausordens von Hohenzollern, Ehren-Kommendator des Preußischen Johanniter-Ordens und Großkreuz des Russischen St. Andreas- und St. Alexander-Newsky-Ordens u. s. w.;

und

Seine Majestät der Kaiser von Rußland, König von Polen:

den Baron Philipp von Brunnow, Ihren Wirklichen Geheimen Rath, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem Könige von Preußen und Ihren Königlichen Hoheiten den Großherzögen von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz, Großkreuz des Russischen St. Wladimir-Ordens erster Klasse, des St. Alexander-Newsky-Ordens in Brillanten, des Weißen Adler-, des St. Annen- und des St. Stanislaus-Ordens erster Klasse, sowie des Preußischen Rothen Adler-Ordens erster Klasse, des Johanniter-Ordens u. s. w.,

welche, nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, diejenige Kartelkonvention abgeschlossen und unterzeichnet haben, deren wörtlicher Inhalt folgendermaßen lautet.

Art. I.

La présente Convention qui sera mise à exécution quatre semaines après l'échange des ratifications, s'appliquera:

a) à tous les individus qui déserteront le service actif des armées respectives ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, tels que chevaux, harnais, armes, habillements; en outre, aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

b) à tous les individus qui, selon les lois de l'Etat qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fût-ce que dans la suite, au service militaire;

c) aux individus qui, ayant commis des crimes ou délits dans l'un des deux Etats, se sont enfuis sur le territoire de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Art. 1.

Die gegenwärtige Konvention, welche vier Wochen nach Auswechselung der Ratifikationen zur Ausführung gebracht werden soll, erstreckt sich:

a) auf alle aus dem aktiven Dienste der beiderseitigen Armeen desertirten Individuen und die von ihnen mitgenommenen Militaireffekten, als: Pferde, Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke; desgleichen auf die aus dem aktiven Dienste, unter Vorbehalt ihrer Verpflichtung zu demselben, beurlaubten, mithin zur Kriegsreserve gehörigen Individuen;

b) auf alle, nach den Gesetzen des Staats, welchen sie mit oder ohne Absicht der Rückkehr verlassen haben, wenn auch erst für die Folge, zum Militairdienste verpflichteten Individuen;

c) auf diejenigen Individuen, welche, nachdem sie in einem der beiden Staaten ein Verbrechen oder Vergehen begangen, sich der Untersuchung und Bestrafung desselben durch die Flucht auf das Gebiet des anderen Staates zu entziehen gewußt haben.

Art. II.

Si les individus, mentionnés dans l'article précédent sous la lettre *a*, sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service militaire de l'autre Etat, ils seront sur-le-champ, et sans réquisition préalable de cet

Art. 2.

Die im vorstehenden Artikel unter a. bezeichneten Individuen sind, wenn sie in militairischer Bekleidung oder mit andern Gegenständen der militairischen Ausrüstung betroffen werden, oder wenn überhaupt darüber, daß sie aus dem Militairdienste des andern Staates entwichen sind, kein Zweifel obwaltet, sofort, ohne daß es dazu einer vorgängi-

Etat, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux Etats, pour y être remis aux autorités respectives chargées de les recevoir. Quant aux individus dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet, et le communiqueront aux autorités militaires provinciales de l'autre Etat, qui alors déclareront, si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur leur sera livré de la manière susindiquée.

Les individus mentionnés dans l'article précédent lettre *b* ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse qui, dans chaque cas spécial, sera faite par les autorités compétentes de l'Etat auquel ces individus appartiennent.

gen Requisition Seitens dieses Staats bedarf, zu verhaften und mit den bei ihnen gefundenen Militaireffekten zur Grenze, welche beide Staaten trennt, zu transportiren, um daselbst an die zu ihrer Empfangnahme beauftragten jenseitigen Behörden abgeliefert zu werden. Bei denjenigen Individuen, deren Desertion nicht offenbar, sondern in Folge besonderer Umstände oder ihrer eigenen Aussagen nur wahrscheinlich ist, muß von den Militair- oder Civilbehörden, welche von ihrem Aufenthalte Kenntniß erhalten haben, sofort für ihre Sicherstellung gesorgt werden. Demnächst haben sie darüber ein Protokoll aufnehmen zu lassen, und solches der jenseitigen Provinzial-Militairbehörde mitzutheilen, welche hierauf zu erklären hat, ob das bezeichnete Individuum wirklich desertirt ist oder nicht, welchemnächst im Bejahungsfalle der Deserteur ihr auf die obenerwähnte Weise auszuliefern ist.

Was die im vorigen Artikel unter b. bezeichneten Individuen betrifft, so findet deren Verhaftung und Auslieferung nicht anders statt, als in Folge einer jedesmaligen ausdrücklichen Requisition von Seiten der kompetenten Behörde desjenigen Staats, welchem die Individuen angehören.

Art. III.

1) L'extradition des individus appartenant aux classes *a* et *b* de l'article I n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'Etat qu'ils ont quitté en dernier lieu, ou avant d'y avoir pris service, ces individus ont été sujets de l'Etat où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports résultant pour eux de cette qualité, n'aient pas été annullés suivant

Art. 3.

1) Die Auslieferung der zu den Klassen a. und b. des Artikels 1. gehörigen Individuen wird jedoch nicht stattfinden, wenn dieselben, ehe sie sich in den zuletzt von ihnen verlassenen Staat begeben oder daselbst Dienste genommen hatten, Unterthanen desjenigen Staates waren, wohin sie sich bei ihrer Entweichung geflüchtet haben, und diejenigen Verhältnisse, welche für sie aus dieser Eigenschaft entspringen, nicht nach

les formes prescrites par les lois de cet Etat. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et les effets militaires que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant.

2) De même si un individu appartenant à l'une ou l'autre de ces deux classes s'est rendu coupable de quelque crime ou délit dans l'Etat où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine que lui infligent les lois de cet Etat.

3) Dans le cas ou l'arrestation et l'extradition d'un individu ne devront s'effectuer qu'à la suite d'une réquisition (ainsi que cela est stipulé dans l'article II notamment à l'égard des déserteurs qui ne sont pas reconnaissables comme tels), il s'est écoulé l'espace de deux ans depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion d'un individu de cette catégorie, celui des deux Etats auquel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera point tenu d'y satisfaire. Si toutefois un réfractaire ou un déserteur avait commis un crime ou délit avant sa fuite, ou s'il était prévenu d'en avoir commis un, son extradition se fera d'après les règles établies dans les articles XV et XVI ci-dessous, quand même il se serait écoulé un espace de deux ans depuis l'époque de son évasion ou de sa désertion.

Art. IV.

Les communications qui, d'après

den in diesem Staate geltenden gesetzlichen Vorschriften aufgelöst worden sind. Doch werden, selbst in diesem Falle, die von solchen Individuen bei ihrer Entweichung mitgenommenen Pferde und Militaireffekten zurückgegeben.

2) Ebenso kann die Auslieferung eines der einen oder der anderen dieser beiden Klassen angehörigen Individuums, wenn dasselbe sich in dem Staate, wohin es entwichen ist, ein Verbrechen oder Vergehen hat zu Schulden kommen lassen, bis zur Abbüßung der nach den Gesetzen dieses Staates dafür verwirkten Strafe verweigert werden.

3) In den Fällen, wo die Verhaftung und Auslieferung eines Individuums nur in Folge vorheriger Requisition stattfinden soll, wie dies im Artikel 2. namentlich wegen der Deserteurs verabredet ist, welche nicht als solche kenntlich sind, ist, wenn seit der Desertion oder dem Austritte eines Individuums dieser Kategorie bereits ein Zeitraum von zwei Jahren verstrichen ist, der requirirte Staat nicht verpflichtet, der an ihn ergehenden Auslieferungsrequisition Folge zu leisten. Wenn jedoch ein Militairflüchtiger oder ein Deserteur vor seiner Flucht ein Verbrechen oder Vergehen begangen hat, oder wenn er eines solchen bezüchtigt gewesen ist, so soll seine Auslieferung nach den weiter unten in den Artikeln 15. und 16. getroffenen Bestimmungen erfolgen, selbst wenn ein Zeitraum von zwei Jahren seit seinem Austritt oder seiner Desertion verflossen ist.

Art. 4.

Die im Artikel 2. vorgeschriebenen

l'article II, auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées, de la part de la Prusse, au Commandant en chef et aux officiers chargés de l'extradition des déserteurs, et de la part de la Russie et de la Pologne, au Général commandant dans la Province Prussienne la plus proche; les réquisitions relatives aux individus mentionnés dans l'article I, sous la lettre *b*, seront adressés de la part de la Prusse, aux autorités militaires et civiles de la Russie ou de la Pologne les plus proches, et de la part de la Russie et de la Pologne à la Régence provinciale Prussienne la plus à portée.

Dans l'Empire de Russie le Commissaire spécial qui a pour mission de veiller au maintien des relations de bon voisinage sur la frontière, sera également autorisé comme par le passé, à faire et à recevoir les communications et réquisitions prévues dans le présent article.

Mittheilungen wegen der der Desertion aus dem Dienste der jenseitigen Macht Verdächtigen werden Königlich Preußischer Seits an den Kommandirenden en Chef und an die der Auslieferung der Deserteure vorgesetzten Offiziere, Kaiserlich Russischer oder Königlich Polnischer Seits aber an das General-Kommando der nächsten Preußischen Provinz gerichtet, wogegen die Requisitionen, welche sich auf Individuen der im Artikel 1. unter b. erwähnten Klasse beziehen, Königlich Preußischer Seits an die nächsten Russischen oder Polnischen Militair- und Civilbehörden, und Kaiserlich Russischer oder Königlich Polnischer Seits an die nächste Preußische Provinzialregierung gerichtet werden.

Im Kaiserthum Rußland wird der Spezialkommissarius, dessen Bestimmung ist, über die Aufrechterhaltung der freundnachbarlichen Beziehungen an der Grenze zu wachen, ebenso wie früher ermächtigt sein, die Mittheilungen und Requisitionen, welche in gegenwärtigem Artikel vorgesehen sind, zu machen und entgegenzunehmen.

Art. V.

S'il arrivait qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eût déserté les troupes d'un autre Souverain, ou d'un autre Etat, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclu une Convention de Cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée qu'il aura désertée en dernier lieu.

Art. 5.

Wenn der Fall eintritt, daß ein Individuum, bevor es aus dem Dienste des einen oder des andern der hohen kontrahirenden Theile entwichen ist, schon von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staats, mit welchem einer der hohen kontrahirenden Theile eine Kartelkonvention geschlossen hat, desertirt wäre, so soll gleichwohl ein solcher Ueberläufer derjenigen Armee ausgeliefert werden, von welcher er zuletzt desertirt ist.

Art. VI.

Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives, d'engager au service militaire ou civil de leur Souverain un individu dont la désertion du service militaire de l'autre Etat n'est pas douteuse, ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer la frontière à aucun sousofficier ni soldat de l'armée de l'Etat limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passe-port ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il appartient. Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subordonnés, et que des signes extérieurs ou d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre Etat, sera sur-le-champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire, et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

Art. 6.

Den beiderseitigen Militair- und Civilbehörden ist ausdrücklich untersagt, ein Individuum, dessen Desertion aus dem jenseitigen Militairdienst als gewiß oder selbst nur als wahrscheinlich anzunehmen ist, in den Militair- oder Civildienst ihres Souverains aufzunehmen; auch dürfen sie keine Unteroffiziere oder Soldaten der jenseitigen Armee auf der Grenze durchgehen lassen, wenn sie nicht mit einem Passe oder Abschiede von dem Chef oder Kommandeur des Truppentheils, dem sie angehören, versehen sind. Jedes ohne einen solchen Paß oder Abschied von ihnen betroffene oder von ihren Untergebenen ihnen angezeigte Individuum, welches in Folge äußerer Merkmale oder sonstiger Umstände den Truppen des andern Staates anzugehören verdächtig ist, haben sie mit sämmtlichen bei ihm befindlichen Effekten sofort zu verhaften und zu Protokoll vernehmen zu lassen, welchemnächst nach den im Artikel 2. enthaltenen Bestimmungen zu verfahren ist.

Art. VII.

Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions d'extradition qui seront adressées à Leurs autorités. Dans le cas même où les individus réclamés auraient été entre-temps engagés au service de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Art. 7.

Die hohen kontrahirenden Theile werden darauf halten, daß den an ihre Behörden zu richtenden Auslieferungsrequisitionen schnell und ohne Rückhalt genügt werde. Selbst in dem Falle, wo die reklamirten Individuen in den Dienst des Staates aufgenommen sein sollten, auf dessen Gebiete sie sich befinden, soll dieser Umstand auf die aus dem gegenwärtigen Artikel entspringenden gegenseitigen Verpflichtungen von keinem Einflusse sein.

Art. VIII.

S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans l'acte de requisition, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés dans l'article III exceptés, motiver un refus d'extradition.

Art. 8.

Sollten über die Richtigkeit irgend eines in dem Requisitionsschreiben angeführten Umstandes Zweifel entstehen, so können diese, die im Artikel 3. erwähnten Fälle ausgenommen, eine Verweigerung der Auslieferung nicht begründen.

Art. IX.

Non-seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal qui aura été dressé pour constater les causes et les circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui, d'après l'article II, doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront aussitôt restitués avec lui. Si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux qui ne doivent être livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'une réquisition spéciale, dans ce cas, afin de mettre hors de doute que son extradition est conforme aux principes établis dans la présente Convention, l'acte de réquisition qui le concerne, devra, lors de l'extradition, être produit en original ou en copie vidimée.

Art. 9.

Bei der Auslieferung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen ist jederzeit und ohne Ausnahme nicht allein das bei seiner Verhaftung über die Veranlassung und Umstände derselben aufgenommene Protokoll, sondern es sind auch, wenn derselbe zur Klasse der nach Artikel 2. von Amtswegen Auszuliefernden gehört, die Militaireffekten, durch welche seine Desertion sich ergeben hat, sofort mit zu überliefern. Gehört er dagegen zu den erst nach vorheriger Kommunikation mit den respektiven Militair-Behörden oder in Folge einer besonderen Requisition auszuliefernden Individuen, so ist, um jeden Zweifel darüber zu beseitigen, daß seine Auslieferung den im gegenwärtigen Vertrage bestimmten Grundsätzen gemäß sei, allemal das Original oder eine beglaubte Abschrift des ihn betreffenden Requisitionsschreibens bei seiner Auslieferung vorzuzeigen.

Art. X.

Les points de la frontière où l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, avait lieu précédemment, continueront à servir pour le même objet aussi longtemps que

Art. 10.

Die Grenzorte, wo früher die ordnungsmäßige Auslieferung der Deserteure und anderer Individuen stattgefunden hat, werden auch ferner, und zwar so lange zu diesem Zwecke beibehalten,

les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront, suivant que ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à l'état civil, indiqués par les autorités militaires ou civiles compétentes, à celles de l'autre Etat.

als die beiderseitigen Behörden nicht etwa über eine Abänderung in dieser Beziehung sich vereinbaren. Die an diesen Orten mit dem Auslieferungsgeschäft beauftragten Beamten sind, je nachdem sie zum Militair- oder Civilstande gehören, von Seiten der betreffenden Militair- oder Civil-Behörden den jenseitigen namhaft zu machen.

Art. XI.

1) Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de quatre (4) gros d'argent de Prusse ou de douze (12) copeks argent de Russie, par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré, soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a emmené un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour, et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire, et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

2) La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté, ou d'autres circonstances bien con-

Art. 11.

1) An Unterhaltungskosten werden für jeden Deserteur oder Militairpflichtigen von dem Tage an, wo er zum Zwecke seiner von Amtswegen oder auf Requisition zu bewirkenden Auslieferung verhaftet worden ist, vier (4) Silbergroschen Preußisch Kurant oder zwölf (12) Kopeken Silber täglich vergütet. Hat der Deserteur ein Dienstpferd mit sich genommen, so werden, von dem ebengedachten Zeitpunkte ab, täglich auf dasselbe zwei Metzen Hafer und acht Pfund Heu nebst dem nöthigen Stroh, gutgethan, und diese Fourage wird nach den jedesmaligen Marktpreisen der nächsten Stadt bezahlt.

2) Die Auslieferung des Deserteurs wird spätestens acht Tage nach seiner bei dessen Entdeckung sofort stattfindenden Verhaftung erfolgen, und die Kosten für seinen Unterhalt sollen auch gegenseitig nur für den Zeitraum von acht Tagen erstattet werden, es sei denn, daß seine Auslieferung an die betreffenden Behörden, wegen der Entfernung des Ortes, wo derselbe er-

statées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si, par suite de maladie, le transfuge se trouvait avoir été reçu à un hôpital, les frais qui en résulteront, seront acquittés par le Gouvernement réclamant, à raison de cinq (5) gros d'argent de Prusse, ou de quinze (15) copeks argent de Russie, par jour, pour tout le temps pendant lequel son état de santé l'aura retenu à l'hôpital.

griffen worden, oder wegen anderer hinreichend nachgewiesener Umstände, über jenen Zeitraum hinaus verzögert werden müßte. Ist der Ueberläufer Krankheit halber in ein Hospital aufgenommen worden, so werden die desfallsigen Kosten von dem reklamirenden Gouvernement mit fünf (5) Silbergroschen Preußisch Kurant oder fünfzehn (15) Kopeken Silber täglich für die ganze Zeit seines Aufenthalts daselbst erstattet.

Art. XII.

Si, outre le déserteur lui-même, l'on parvient encore à découvrir le cheval de service emmené par lui, et que ce cheval soit rendu à l'Etat auquel il appartient, la personne qui par son avis aura amené la saisie du cheval, obtiendra de l'Etat auquel se fera l'extradition une récompense de sept écus et demi ($7\frac{1}{2}$) de Prusse (six roubles 75 copeks argent de Russie).

Art. 12.

Wird außer dem Deserteur zugleich das von ihm mitgenommene Dienstpferd entdeckt und dem Staate, welchem es gehört, zurückgegeben, so erhält derjenige, durch dessen Anzeige die Beschlagnahme des Pferdes erwirkt worden ist, von dem Staate, an den die Auslieferung erfolgt, eine Belohnung von sieben und einem halben ($7\frac{1}{2}$) Thaler Preußisch Kurant (sechs Rubel 75 Kopeken Silber).

Art. XIII.

Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense, ainsi que les frais d'entretien mentionnés dans l'article XI., lesquels dans aucun cas ne pourront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires chargés sur les points d'extradition de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent au moyen de laquelle ils payeront, lors de l'extradition du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, et

Art. 13.

Zur Berichtigung dieser Belohnung, sowie der im Artikel 11. bemerkten Unterhaltungskosten, welche in keinem Falle erhöhet werden dürfen, werden die hohen kontrahirenden Theile bei den mit dem Auslieferungsgeschäft in den dazu bestimmten Grenzorten beauftragten Beamten eine gewisse Summe Geldes niederlegen lassen, von welcher diese Beamten sofort bei Auslieferung des Deserteurs oder Militairpflichtigen und des Dienstpferdes sowohl die Unterhaltungskosten auf den Grund einer Berechnung,

du cheval, les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires par les fonctionnaires de l'autre Etat chargés de l'extradition, ainsi que la récompense pour la saisie du cheval. Si l'on trouvait ladite spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vû la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée et ce ne sera que plus tard qu'une réclamation à ce sujet sera prise en considération, le seul cas excepté où il n'aurait pas été satisfait à la disposition de l'article IX, concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original ou de la copie vidimée de l'acte de réquisition, dans lequel cas il ne sera payé, ni frais d'entretien, ni récompense.

welche bei der Auslieferung von der dazu beauftragten jenseitigen Behörde mit zu übergeben ist, als auch die Belohnung für die Beschlagnahme des Dienstpferdes zu berichtigen haben. Sollte diese Berechnung für unrichtig gehalten werden, was jedoch bei der genauen Festsetzung des Satzes der Belohnung und der Unterhaltungskosten nicht leicht wird stattfinden können, so soll dennoch die Zahlung der aufgerechneten Summe erfolgen und erst später ist eine desfallsige Reklamation zu untersuchen, mit alleiniger Ausnahme des Falles, wo der im Artikel 9. enthaltenen Bestimmung wegen gleichzeitiger Ueberlieferung der bei einem Deserteur gefundenen Militaireffekten oder Vorzeigung des Original-Requisitionsschreibens oder einer beglaubten Abschrift davon nicht genügt wäre, indem alsdann weder die Unterhaltungskosten, noch die Belohnung gezahlt werden.

Art. XIV.

Les déserteurs et les individus sujets au service militaire ne pouvant contracter de dettes que l'Etat auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, les dettes qu'ils pourraient avoir, ne feront jamais, lors de l'extradition, un objet de discussion entre les autorités des deux Etats. Si un individu, durant son séjour dans l'Etat qui le livre, a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lèsée que de faire valoir ses droits par devant

Art. 14.

Da weder von Deserteuren noch von ausgetretenen Militairpflichtigen Schulden kontrahirt werden können, die den auf ihre Person Anspruch habenden Staat zu deren Erstattung rechtlich verpflichten, so kann auch die Bezahlung solcher Schulden bei der Auslieferung nie einen Gegenstand der Erörterung zwischen den Behörden beider Staaten bilden. Hat ein solches Individuum während seines Aufenthalts in dem Staate, von welchem es auszuliefern ist, Verbindlichkeiten gegen Privatpersonen übernommen, an deren Erfüllung es durch die Auslieferung verhindert wird, so

les autorités compétentes de l'Etat auquel appartient son débiteur.

Pareillement, si un déserteur ou un individu sujet au service militaire se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagements qu'il aurait contractés envers des particuliers, l'Etat auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le livrer sans retard.

bleibt dem dadurch verletzten Theile nur übrig, seinen Schuldner bei dessen kompetenter vaterländischer Behörde zur Geltendmachung seiner Rechte in Anspruch zu nehmen.

Ebenso befreiet die persönliche Haft, in welcher ein Deserteur oder ausgetretener Militairpflichtiger sich im Augenblicke seiner Reklamation etwa wegen eingegangener Privatverbindlichkeiten befinden sollte, den Staat, an welchen die Reklamation gerichtet ist, keinesweges von der Verpflichtung zur sofortigen Auslieferung des reklamirten Individuums.

Art. XV.

1) Ceux qui, dans le pays de l'un des deux Souverains, commettent un crime ou délit, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre sur une réquisition qui aura lieu de la manière indiquée ci-dessous dans l'article XVI.

2) L'état ou la condition du coupable, de l'accusé ou du prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué, à quelque état ou à quelque condition qu'il appartienne, qu'il soit noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

3) Mais si ledit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite après avoir commis un crime ou délit, dans

Art. 15.

1) Diejenigen, welche in den Staaten eines der beiden Souveraine ein Verbrechen oder Vergehen vollbringen, oder eines solchen angeschuldigt oder bezüchtigt sind, und darauf entfliehen und in das Gebiet des andern Souverains sich begeben, werden gegenseitig auf eine Requisition, welche auf die unten im Artikel 16. bezeichnete Art erfolgen muß, ausgeliefert.

2) Der Stand oder die bürgerlichen Verhältnisse des Verbrechers, Angeschuldigten oder Bezüchtigten machen hierin keinen Unterschied, und selbiger wird ausgeliefert, wes Standes er auch sei, Edelmann, Stadt- oder Landbewohner, ein Freier oder Leibeigner, ein Soldat oder vom Civilstande.

3) Ist aber der erwähnte Verbrecher oder der Angeschuldigte ein Unterthan desjenigen Souverains, in dessen Land er geflüchtet ist, nachdem er in dem Lande des andern

le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice selon les lois du pays. Il est surtout convenu que lorsqu'un individu passe du territoire d'un Etat sur celui de l'autre, y commet un crime ou délit, et rentre ensuite dans l'Etat d'où il était venu, les autorités de cet Etat (quoique l'extradition d'un pareil individu soit inadmissible d'après les dispositions précitées) n'en prêteront pas moins, si elles en sont requises, aux autorités compétentes de l'Etat, sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, toute aide et assistance que les lois du pays leur permettront pour constater les faits et découvrir les coupables, appartenant à l'autre Etat, dès que l'action commise est telle qu'elle est punissable aussi d'après la législation de l'Etat requis. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un crime, délit ou un excès quelconque et ce pour avoir commis ledit crime, délit ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

En aucun cas l'individu arrêté dans le pays même où il s'est rendu coupable d'un crime, délit ou excès quelconque ne pourra être livré ni ne sera

Souverains ein Verbrechen oder Vergehen begangen hat, so findet die Auslieferung nicht statt, sondern der Souverain, dessen Unterthan er ist, wird denselben sofort nach seinen Landesgesetzen zur Untersuchung und Strafe ziehen lassen. Es ist insbesondere verabredet, daß, wenn ein Individuum sich von dem Gebiete des einen Staates auf dasjenige des andern begiebt, dort ein Verbrechen oder Vergehen begeht, und hierauf in den Staat zurückkehrt, aus dem es gekommen, die Behörden dieses Staates (obwohl die Auslieferung eines solchen Individuums nach den vorerwähnten Bestimmungen unstatthaft ist) nichtsdestoweniger, wenn sie darum angegangen werden, den kompetenten Behörden des Staates, auf dessen Gebiet das Verbrechen oder Vergehen begangen worden, alle Hülfe und Beistand leisten sollen, welche ihnen die Landesgesetze gestatten, um den Thatbestand festzustellen, und die Schuldigen, die dem andern Staate angehören, zu entdecken, vorausgesetzt, die begangene That sei von der Art, daß sie auch nach der Gesetzgebung des requirirten Staates strafbar ist. Sobald jedoch ein Individuum in dem Lande, wo dasselbe ein Verbrechen, Vergehen oder irgend eine Uebertretung sich hat zu Schulden kommen lassen, deshalb verhaftet worden ist, so kann der Souverain des Landes, in welchem die Verhaftung erfolgt ist, dasselbe zur Untersuchung ziehen und die verwirkte Strafe vollstrecken lassen, wenn auch dieses Individuum ein Unterthan des anderen Landesherrn wäre. — In keinem Falle wird ein Individuum, welches in dem Lande selbst, wo es sich

reçu dans l'autre pays avant d'avoir été condamné par jugement formel.

eines Verbrechens, Vergehens oder irgend einer Uebertretung schuldig gemacht hat, verhaftet wurde, ausgeliefert, oder in dem anderen Lande übernommen werden, bevor es durch ordentliches Erkenntniß verurtheilt worden ist.

Art. XVI.

1) L'arrestation d'un criminel qui doit être livré de la part d'un Etat à l'autre, aura lieu à la réquisition d'un bureau de police ou d'un tribunal du pays où le prévenu aura commis le crime qui lui est imputé, et cette réquisition sera adressée à un bureau de police ou à un tribunal de l'autre pays. Auront en outre le droit de faire une semblable réquisition: dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, le Procureur du Roi; dans l'Empire de Russie le Commissaire spécial chargé de veiller le long de la frontière au maintien des relations de bon voisinage; dans le Royaume de Pologne les Chefs de districts limitrophes, ayant pour le maintien de ces relations les mêmes attributions et les mêmes droits que le Commissaire spécial Russe.

Les autorités respectives sont tenues, lors même qu'elles seraient incompétentes pour faire droit à la réquisition qui leur est adressée, de l'accepter et de la faire tenir sans délai aux fonctionnaires compétents.

2) L'extradition effective ne se fera toutefois de la part de la Prusse,

Art. 16.

1) Die Verhaftung eines Verbrechers Behufs dessen Auslieferung soll erfolgen auf die Requisition einer Polizei- oder Gerichtsbehörde des Staates, in welchem der Angeschuldigte das ihm schuldgegebene Verbrechen begangen hat. Diese Requisition wird an eine Polizei- oder Gerichtsbehörde des andern Staates gerichtet. Es sollen zu einer solchen Requisition außerdem berechtigt sein: in den Staaten Sr. Majestät des Königs von Preußen der Königliche Staatsanwalt; in dem Kaiserthum Rußland der Spezialkommissarius, welcher beauftragt ist, längs der Grenze über die Aufrechterhaltung der freundnachbarlichen Beziehungen zu wachen; in dem Königreiche Polen die Vorsteher der Grenzkreise, welche für die Aufrechterhaltung dieser Beziehungen dieselben Befugnisse und dieselben Rechte, wie der Russische Spezialkommissarius, haben.

Die betreffenden Behörden sind verpflichtet, selbst dann, wenn sie zur Erfüllung der ihnen zustehenden Requisition nicht kompetent sind, dieselbe anzunehmen, und sie unverzüglich an die kompetente Behörde zu befördern.

2) Die wirkliche Auslieferung geschieht jedoch von Seiten Preußens nur

qu'à la réquisition du Gouverneur général ou du Gouverneur civil du Gouvernement de l'Empire de Russie, ou à la réquisition du tribunal supérieur du Gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire. Dans les cas prévus au présent article, la réquisition sera adressée au tribunal supérieur de la Province de la Monarchie Prussienne où le criminel ou prévenu, fonctionnaire public ou autre, sera présumé avoir cherché un asile. Les autorités de l'Empire de Russie feront passer leurs réquisitions par l'intermédiaire du Commissaire spécial Russe.

auf die Requisition des General-Gouverneurs oder des Civil-Gouverneurs desjenigen Gouvernements des Kaiserthums Rußland, oder auf die Requisition des Obergerichtes desjenigen Gouvernements des Königreichs Polen, wo gegen den Verbrecher oder Angeschuldigten eine gerichtliche Untersuchung bereits stattgefunden hat oder stattfinden soll. In den durch gegenwärtigen Artikel vorgesehenen Fällen wird die Requisition an das Obergericht derjenigen Provinz der Preußischen Monarchie gerichtet, wo der Verbrecher oder Angeschuldigte, sei er öffentlicher Beamter oder nicht, dem Vermuthen nach Zuflucht gesucht hat. Die Behörden des Kaiserthums Rußland werden ihre Requisitionen durch den Russischen Spezialkommissarius übermitteln lassen.

3) De la part de la Russie et du Royaume de Pologne l'extradition aura lieu à la réquisition du tribunal supérieur de la Province Prussienne où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire, laquelle réquisition sera adressée au Gouverneur général du Gouvernement de l'Empire de Russie, ou au tribunal supérieur du Gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

3) Von Seiten Rußlands und des Königreichs Polen wird die Auslieferung nur auf die Requisition des Obergerichtes derjenigen Preußischen Provinz erfolgen, wo gegen den Verbrecher oder Angeschuldigten eine gerichtliche Untersuchung bereits stattgefunden hat oder stattfinden soll. Diese Requisition wird an den General-Gouverneur desjenigen Gouvernements des Kaiserthums Rußland oder an das Obergericht desjenigen Gouvernements des Königreichs Polen gerichtet, wo der Verbrecher oder Angeschuldigte dem Vermuthen nach Zuflucht gesucht hat.

4) Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement la liste des tribunaux supérieurs et autorités publiques

4) Beide Regierungen werden sich gegenseitig das Verzeichniß der Obergerichte und öffentlichen Behörden mittheilen, welchen die Erlassung

chargés dans les Etats respectifs d'expédier ces réquisitions.

5) Dans tous les cas précités, soit que la demande d'extradition ait été faite par un tribunal supérieur de la Prusse, soit qu'elle provienne d'un des Gouverneurs généraux ou Gouverneurs civils de l'Empire de Russie ou d'un tribunal supérieur ou d'un Gouverneur civil du Royaume de Pologne, la réquisition doit être accompagnée d'une expédition, soit de la sentence, si elle a déjà été prononcée, soit de l'arrêt de mise en accusation ou du mandat d'arrêt (Haftbefehl) du tribunal compétent spécifiant en détail les circonstances du crime ou délit, ainsi que les motifs de suspicion.

Dans les cas de soustraction de fonds publics ou d'effets appartenant à la Couronne, la réquisition des Gouverneurs civils devra être accompagnée, en outre, d'une spécification authentique des sommes ou effets détournés ou soustraits. Les mêmes formalités seront observées pour les réquisitions d'un tribunal supérieur de la Monarchie Prussienne.

6) La demande d'extradition et les pièces à l'appui devront être présentées dans les six mois, à compter du jour ou l'annonce de l'arrestation du criminel ou du prévenu aura été expédiée au fonctionnaire ou au tribunal qui aura demandé cette arrestation. En cas de retard, l'obli-

dieser Requisitionen in den betreffenden Staaten anvertraut ist.

5) In allen vorgedachten Fällen, der Antrag auf Auslieferung möge von einem Obergerichte Preußens gemacht sein oder von einem der General-Gouverneure oder der Civil-Gouverneure des Kaiserthums Rußland, oder von einem Obergerichte oder einem Civil-Gouverneur des Königreichs Polen ausgehen, soll die Requisition von einer Ausfertigung entweder des Erkenntnisses, wenn ein solches schon ergangen ist, oder des Beschlusses über die Eröffnung der Kriminaluntersuchung oder einem Haftbefehl des kompetenten Gerichts begleitet sein, in welchem die näheren Umstände des Verbrechens oder Vergehens, sowie die Verdachtsgründe auseinandergesetzt sind.

Bei Unterschlagungen von öffentlichen Geldern oder von Gegenständen, welche der Krone angehören, soll die Requisition der Civil-Gouverneure außerdem von einem authentischen Verzeichniß der Summen oder der Gegenstände begleitet sein, welche entfremdet oder unterschlagen worden sind. Dieselben Förmlichkeiten werden bei den Requisitionen eines Obergerichts der Preußischen Monarchie beobachtet werden.

6) Der Antrag auf Auslieferung und die zur Begründung desselben dienenden Dokumente sollen binnen sechs Monaten von dem Tage an, wo die Anzeige über die Verhaftung des Verbrechers oder des Angeschuldigten an den requirirenden Beamten oder das requirirende Gericht abgesandt wird, vorgelegt wer-

gation de livrer le criminel ou prévenu cessera.

den. Im Verzögerungsfalle erlischt die Verbindlichkeit zur Auslieferung des Verbrechers oder Angeschuldigten.

7) L'extradition elle-même aura lieu, lorsque par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité de sa personne aura été reconnue, et si l'action qui lui est imputée, est telle que, suivant les lois de l'Etat auquel s'adresse la réclamation, le coupable devrait également être soumis à l'une enquête criminelle. Si l'individu, dont on demande l'extradition, est accusé de plusieurs crimes ou délits, l'extradition aura lieu aussi lorsqu'une seule des actions qui lui sont imputées entraînerait une procédure criminelle aux termes de la législation de l'Etat requis.

7) Die Auslieferung selbst soll erfolgen, nachdem durch Vernehmung des Angeschuldigten die Identität seiner Person festgestellt worden, und wenn die ihm schuldgegebene Handlung eine solche ist, daß auch nach den Gesetzen des requirirten Staates der Schuldige gleichfalls zur Kriminaluntersuchung gezogen werden müßte.

Ist das Individuum, dessen Auslieferung verlangt wird, mehrerer Verbrechen oder Vergehen angeschuldigt, so soll die Auslieferung auch dann stattfinden, wenn nur eine der ihm schuldgegebenen Handlungen nach der Gesetzgebung des requirirten Staates eine Kriminaluntersuchung zur Folge hätte.

8) Pour être livré, le criminel sera transporté jusqu'à l'endroit où se trouve l'autorité de l'Etat requérant, chargée de le recevoir. Il lui sera remis contre le remboursement des frais.

8) Behufs der Auslieferung soll der Verbrecher bis an den Ort transportirt werden, wo sich die mit seiner Uebernahme beauftragte Behörde des requirirenden Staates befindet. Er wird derselben gegen Erstattung der Kosten übergeben werden.

Art. XVII.

Il sera payé:

a) pour l'entretien du criminel, à compter du jour de son arrestation quatre (4) gros d'argent de Prusse, soit douze (12) copeks argent de Russie, par jour;

b) pour frais de détention, tant

Art. 17.

An Kosten werden

a) für den Unterhalt des Verbrechers, vom Tage seiner Verhaftung an, täglich vier (4) Silbergroschen Preußisch Kurant (zwölf [12] Kopeken Silber),

b) an Kosten der Haft, so lange diese

que celle-ci dure, cinq (5) gros d'argent de Prusse, soit quinze (15) copeks argent de Russie, par jour; et en outre

c) les déboursés à liquider dans chaque cas particulier pour le transport du criminel jusqu'à la frontière, et pour la fourniture des pièces d'habillement dont il avait besoin.

dauert, täglich fünf (5) Silbergroschen Preußisch Kurant (fünfzehn [15] Kopeken Silber) und außerdem

c) die in jedem einzelnen Falle zu liquidirenden Auslagen für den Transport des Verbrechers und für Anschaffung der zu seiner Bekleidung erforderlich gewesenen Gegenstände

bezahlt.

Art. XVIII.

Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part de l'Etat qui le réclame, être poursuivis sur le territoire de l'autre Etat, soit par quelque acte de violence ou d'autorité arbitraire, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quelqu'il soit, ou quelque émissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux Etats.

Si, de la part de la Puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonné au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux Etats. Là le détachement devra s'arrêter, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée, et s'adressera au fonctionnaire militaire ou civil compétent pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant l'acte de réquisition de ses supérieurs. Ce délégué sera

Art. 18.

Weder Deserteure, noch Militairpflichtige, noch Verbrecher, können von Seiten des reklamirenden Staates auf gewaltsame, eigenmächtige oder heimliche Weise auf das Gebiet des andern Staates verfolgt werden. Es ist daher untersagt, daß zu diesem Zwecke irgend ein Militair- oder Civilkommando oder geheimer Abgeordneter die Grenze beider Staaten überschreite. Ist von Seiten der reklamirenden Macht die Verfolgung eines oder mehrerer Deserteure oder Militairpflichtiger, oder geflüchteter Verbrecher mittelst eines Militair- oder Civil-Kommandos, oder auf andere Art verfügt worden, so darf sich diese Verfolgung nicht weiter als bis zur Grenze, welche beide Staaten von einander trennt, erstrecken. Hier muß das Kommando Halt machen, und nur Ein Mann darf die Grenze überschreiten. Dieser muß sich, bei Enthaltung jeder Ausübung von Gewalt oder Eigenmacht, unter Vorzeigung des Requisitionsschreibens seiner Vorgesetzten, an die kompetente Militair- oder Civilbehörde wenden und auf die Auslieferung antragen. Ein solcher Abgeordneter wird mit denjenigen Rücksichten, welche beide Gouvernements sich gegenseitig schuldig sind, empfangen werden, und das weitere Verfahren erfolgt

reçu avec les égards que les deux Gouvernements se doivent mutuellement et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente Convention.

sodann nach der Vorschrift des gegenwärtigen Vertrages.

Art. XIX.

1) Tout acte d'autorité qu'un employé civil ou militaire de l'un des deux Etats exercera sur le territoire de l'autre, sans y avoir été expressément autorisé par les fonctionnaires militaires ou civils compétents de ce dernier Etat, sera considéré comme une violation de territoire et puni en conséquence.

2) S'il s'élève des doutes sur le fait même de la violation de territoire, ou sur les circonstances particulières qui l'ont accompagnée, il sera établi une commission mixte, présidée par le Commissaire de la partie lèsée. Les Commissaires perpétuels, désignés d'avance pour cet effet, seront pour la Prusse le Conseiller provincial du cercle (Landrath) sur la frontière duquel la violation du territoire doit avoir eu lieu, pour l'Empire de Russie le Commissaire spécial chargé de veiller au maintien des relations de bon voisinage, et pour le Royaume de Pologne, le Chef du district limitrophe le plus rapproché.

3) Du côté de la Prusse, le Procureur supérieur du district de juridiction (Ober-Staatsanwalt des Ober-Gerichtsbezirkes) ou le Procureur du cercle sur la frontière

Art. 19.

1) Jede amtliche Handlung, welche ein Civil- oder Militairbeamter des einen der beiden Staaten auf dem Gebiete des anderen Staates ausübt, ohne von der kompetenten Militair- oder Civilbehörde dieses letzteren Staates dazu ausdrücklich ermächtigt zu sein, soll als eine Gebietsverletzung angesehen und demgemäß bestraft werden.

2) Wenn sich Zweifel über die Thatsache der Gebietsverletzung selbst oder über die besonderen Umstände erheben, welche sie begleitet haben, so soll eine gemischte Kommission unter Vorsitz des Kommissarius des verletzten Theiles niedergesetzt werden. Beständige, hierzu im Voraus bestimmte Kommissarien sollen für Preußen der Landrath desjenigen Kreises, an dessen Grenze die Gebietsverletzung vorgekommen sein soll, für das Kaiserthum Rußland der Spezialkommissarius, welcher beauftragt ist, über die Aufrechterhaltung der freundnachbarlichen Beziehungen zu wachen, für das Königreich Polen der Vorsteher des nächsten Grenzkreises sein.

3) Preußischer Seits soll der Ober-Staatsanwalt des Obergerichts-Bezirkes oder der Staatsanwalt des Bezirkes, auf dessen Grenze die Gebietsverletzung stattgefunden ha-

duquel la violation de territoire sera censée avoir eu lieu, aura le droit d'assister aux travaux de la Commission mixte; et dans ce cas un employé de justice délégué à cet effet, soit de la part du Gouvernement Impérial, soit de la part de l'administration du Royaume de Pologne, y assistera également. Dans tous les cas les membres de la Commission mixte seront en nombre égal de la part de chacune des Hautes Puissances contractantes.

Dans des cas particuliers il sera loisible aux deux Gouvernements de confier ces enquêtes à des employés envoyés ad hoc.

4) Les Commissaires auront le droit de s'adjoindre dans des cas particuliers un employé de justice pour entendre et assermenter les témoins. Si des militaires de rang inférieur ou appartenant à la garde frontière se trouvaient impliqués dans l'affaire dont il s'agit, leur interrogatoire ne pourra avoir lieu qu'en présence de délégués envoyés ad hoc par l'autorité militaire compétente.

5) La Commission mixte aura soin de bien éclaircir les faits, pour constater si effectivement une violation de territoire a eu lieu, et qui en est l'auteur. Si la Commission est d'accord à ce sujet, les pièces du procès seront transmises au tribunal compétent de l'Etat auquel le prévenu appartient, afin que la peine soit prononcée et incessament

ben soll, berechtigt sein, den Verhandlungen der gemischten Kommission beizuwohnen, und in diesem Falle wird an denselben ein zu dem Ende von der Kaiserlich Russischen Regierung oder von der Regierung des Königreichs Polen abgesandter Justizbeamter ebenfalls theilnehmen. In allen Fällen sollen die Mitglieder der gemischten Kommission jeder der hohen kontrahirenden Mächte gleich an der Zahl sein.

In besonderen Fällen bleibt es den beiden Regierungen vorbehalten, diese Untersuchung besonders zu dem Zwecke abgeordneten Beamten anzuvertrauen.

4) Die Kommissarien sollen das Recht haben, in besonderen Fällen sich einen Justizbeamten zuzuordnen, um die Zeugen zu vernehmen und zu vereidigen.

Wenn Militairs geringeren Grades oder solche, welche der Grenzwache angehören, in die Angelegenheit verwickelt sind, um die es sich handelt, so soll ihr Verhör nur in Gegenwart von Kommissarien stattfinden, welche von der kompetenten Militairbehörde ad hoc abgeordnet sind.

5) Die gemischte Kommission soll Sorge tragen, die Thatsachen vollständig aufzuklären, um festzustellen, ob wirklich eine Gebietsverletzung stattgefunden, und wer sie begangen hat. Wenn die Kommission hierüber einig ist, werden die verhandelten Akten dem kompetenten Gerichte des Staates, welchem der Angeschuldigte angehört, übersandt, um die Strafe festzusetzen, von

portée à la connaissance de l'Etat dont le territoire aura été violé.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, soit militaire, soit civil, selon que le coupable appartiendra à l'état militaire ou civil. Ledit tribunal examinera le fait, entendra les temoins et instruira le procès jusqu'au point où la sentence pourra être prononcée. Les pièces de la procédure seront transmises alors, soit au Général en chef des troupes auxquelles appartient le coupable, soit lorsque celui-ci est un employé civil, à son supérieur compétent, afin de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée autant que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissements ultérieurs, ces éclaircissements seront fournis à la réquisition dudit tribunal par les commissaires chargés de l'information du délit.

welcher unverzüglich dem Staate, dessen Gebiet verletzt worden, Kenntniß gegeben werden soll.

Jedes Individuum, welches in dem Staate selbst, wo dasselbe eine Gebietsverletzung begangen hat, verhaftet worden ist, soll vor das nächste Militair- oder Civilgericht dieses Staates, je nachdem der Schuldige dem Militair- oder Civilstande angehört, gebracht werden. Dieses Gericht soll die Thatsache untersuchen, die Zeugen vernehmen und die Sache so weit instruiren, daß die Abfassung des Erkenntnisses erfolgen kann. Die verhandelten Akten werden alsdann entweder dem kommandirenden General der Truppen, zu denen der Schuldige gehört, oder, wenn letzterer ein Civilbeamter ist, seiner vorgesetzten Behörde übersandt, um das Urtheil nach den Gesetzen des Landes fällen zu lassen.

Die Untersuchung soll ohne Unterbrechung geführt und möglichst beschleunigt werden. Begehrt das Gericht, welches das Urtheil zu sprechen hat, zuvor noch anderweite Aufklärungen, so sollen diese auf Requisition des gedachten Gerichtes durch die mit der Untersuchung beauftragten Kommissarien beschafft werden.

Art. XX.

Il est défendu aux autorités et aux sujets des Hautes Parties contractantes, soit de recéler un déserteur, un individu sujet au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel passible d'extradition, soit de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par-là à l'extradition.

Art. 20.

Beide hohen kontrahirenden Theile verbieten ihren Behörden oder Unterthanen, einen Deserteur, bereits reklamirten Militairpflichtigen, oder zur Auslieferung geeigneten Verbrecher zu verbergen, oder demselben nach anderen entfernten Gegenden fortzuhelfen, um ihn auf diese Weise der Auslieferung zu entziehen.

Les Gouvernements respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux Etats se donneront mutuellement pour leur propre satisfaction des renseignements sur la manière dont les contrevenants auront été recherchés et punis.

Wider diejenigen, welche sich eines Vergehens dieser Art schuldig machen, werden die beiderseitigen Gouvernements, nach Maaßgabe ihrer resp. Landesgesetze, verfahren, und die Behörden beider Staaten werden einander zu ihrer Genugthuung Kenntniß davon geben, daß und auf welche Weise die Kontravenienten zur Verantwortung und Strafe gezogen worden sind.

Art. XXI.

Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu être un déserteur, ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'Etat. Il leur sera surtout interdit d'acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui, ou de faire l'acquisition d'objets qu'un criminel aura emportés en se sauvant, et dont il se trouvera possesseur illégitime. Chacun des deux Gouvernements emploiera tous les moyens que lui offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

Art. 21.

Die hohen kontrahirenden Theile werden ihren respektiven Eingesessenen auf das Strengste untersagen, von irgend einem Individuum, auch wenn dasselbe als Deserteur noch nicht erkannt oder reklamirt sein sollte, Effekten anzukaufen, welche den Charakter von Staatseigenthum unverkennbar an sich tragen. Dieselben sollen ganz besonders vor dem Ankaufe des von einem Deserteur mitgebrachten Dienstpferdes und vor der Erwerbung der von einem flüchtig gewordenen Verbrecher mitgebrachten, widerrechtlich von ihm besessenen Sachen gewarnt werden. Jede der beiden Regierungen wird alle ihr durch die Landesgesetze zu Gebote stehenden Mittel anwenden, um sich gegenseitig zur unentgeltlichen Wiedererlangung dieser Gegenstände, sowie der obgedachten Militaireffekten, behülflich zu sein.

Art. XXII.

Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas où, d'après cette convention elle aurait dû avoir lieu, et que ledit individu, par une

Art. 22.

Wenn die Auslieferung eines Deserteurs, Militairpflichtigen oder Verbrechers der oben bezeichneten Art in einem solchen Falle nicht erfolgt ist, wo sie nach dieser Konvention hätte erfolgen sollen, und ein dergleichen Individuum durch Flucht wieder in das Land

nouvelle fuite, retourne dans le pays auquel il aurait dû être livré, le Souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

zurückkehrt, dem dasselbe hätte ausgeliefert werden sollen, so ist der Souverain dieses Landes nicht verpflichtet, ein solches Individuum wieder herauszugeben.

Art. XXIII.

1) Chacun des deux Etats s'oblige à reprendre ceux de ses propres sujets dont l'autre Etat voudrait se débarrasser. Cette obligation cessera toutefois, s'il s'est l'écoulé dix ans depuis que l'individu qu'on veut renvoyer a quitté son pays natal et que pendant ce temps il a vécu à l'étranger sans passe-port en règle ou certificat d'origine (Heimathsschein) délivré par l'autorité compétente, ou bien si ce passe-port ou certificat d'origine (Heimathsschein) a cessé d'être valable depuis dix ans.

2) Ce laps décennal ne sera pas censé interrompu par un emprisonnement ou une détention quelconque à laquelle l'individu renvoyé aurait été condamné dans le pays qui le renvoie. Au contraire, la durée de cette détention sera comprise dans le nombre des années, à l'expiration desquelles cesse pour le pays natal l'obligation de reprendre l'individu, et cette obligation cessera ipso facto, si le terme de dix ans venait à expirer pendant la durée de la détention.

3) S'il arrivait qu'un individu condamné à un emprisonnement ou une détention quelconque, fût rendu à son pays natal avant

Art. 23.

1) Jeder der beiden Staaten verpflichtet sich, diejenigen seiner Unterthanen wieder zu übernehmen, welche der andere Staat ausweisen will. Diese Verbindlichkeit soll jedoch erlöschen, wenn zehn Jahre verflossen sind, seitdem das auszuweisende Individuum sein Vaterland verlassen und während dieser Zeit im Auslande gelebt hat, ohne mit einem ordnungsmäßigen Paß oder einem Heimathschein Seitens der kompetenten Behörde versehen zu sein, oder auch wenn dieser Paß oder Heimathschein seit zehn Jahren abgelaufen ist.

2) Diese zehnjährige Frist soll durch eine Gefängnißstrafe oder durch irgend welche Haft, zu der das ausgewiesene Individuum in dem ausweisenden Staate etwa verurtheilt gewesen ist, nicht als unterbrochen erachtet werden. Im Gegentheil soll die Dauer dieser Haft in die Zahl der Jahre einbegriffen sein, nach deren Verlauf für den Heimathstaat die Verpflichtung zur Zurücknahme des Individuums erlischt, und diese Verpflichtung soll ipso facto aufhören, wenn die zehnjährige Frist während der Dauer der Haft abgelaufen ist.

3) Sollte ein zu Gefängnißstrafe oder irgend einer Haft verurtheiltes Individuum seinem Heimathstaate vor Ablauf der hier oben festgesetzten

le terme de dix ans fixé ci-dessus, et sans avoir subi sa peine en entier, il pourra être soumis à en accomplir le reste dans le pays qui le reçoit et cette peine y sera commuée alors selon l'exigence du cas et conformément à ce que prescrivent les lois en vigueur.

4) Les individus dont les passeports, certificats d'origine ou autres pièces de légitimation sont encore valables, ou ne sont expirés que depuis un an, pourront s'ils sont sujets de l'un des deux Etats, y être transférés sans correspondance préalable avec les autorités compétentes de cet Etat.

5) La remise et l'admission des individus ci-dessus désignés, se feront:

a) de la part de la Prusse par l'intermédiaire des Conseillers provinciaux des cercles limitrophes;

b) de la part de la Russie et du Royaume de Pologne, selon l'exigence du cas, soit par l'intermédiaire des autorités militaires sur les points désignés dans l'article X de la présente Convention pour l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, soit par l'intermédiaire des douanes ou barrières qui en dépendent.

6) Hors les cas prévus au para-

zehnjährigen Frist ausgeliefert werden, und zwar ohne seine Strafe vollständig verbüßt zu haben, so soll er angehalten werden können, den Rest derselben in dem übernehmenden Staate abzubüßen, und diese Strafe wird sodann dort nach Erforderniß des Falles und in Gemäßheit der in Kraft befindlichen Gesetze umgewandelt werden.

4) Die Individuen, deren Pässe, Heimathscheine oder andere Legitimationspapiere noch gültig oder nicht länger als seit Jahresfrist abgelaufen sind, sollen, wenn sie Unterthanen des einen der beiden Staaten sind, in denselben ohne vorgängige Korrespondenz mit dessen kompetenten Behörden ausgewiesen werden können.

5) Die Ausweisung und die Uebernahme der vorstehend bezeichneten Individuen geschieht:

a) von Seiten Preußens durch Vermittelung der Landräthe der Grenzkreise;

b) von Seiten Rußlands und des Königreichs Polen, je nach Erforderniß, entweder durch Vermittelung der Militairbehörden auf den im Artikel 10. der gegenwärtigen Konvention für die regelmäßige Auslieferung von Deserteuren und anderen Individuen bestimmten Punkten, oder durch Vermittelung der Grenzzollämter oder der Uebergangsstationen, die von ihnen abhängen.

6) Die im §. 4. vorgesehenen Fälle

graphe 4 aucun individu se disant sujet de l'une des Hautes Parties contractantes, ne pourra être transféré sur le territoire de l'autre, qu'à la suite d'une entente préalable entre les autorités compétentes qui sont:

pour la Prusse, les Conseillers provinciaux (Landräthe) des cercles limitrophes; pour la Russie et pour le Royaume de Pologne le Commissaire spécial Russe et le Chef du district limitrophe Polonais, chacun pour ce qui le concerne (Article XIX § 2).

ausgenommen, soll kein Individuum, welches sich für einen Unterthan eines der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgiebt, anders auf das Gebiet des andern Staates ausgewiesen werden dürfen, als nach vorgängiger Verständigung zwischen den kompetenten Behörden, welche sind:

für Preußen die Landräthe der Grenzkreise;

für Rußland und für das Königreich Polen der Russische Spezialkommissarius und der Vorsteher des Polnischen Grenzkreises, jeder soweit es ihn betrifft (Artikel 19. §. 2.).

7) Aussitôt qu'il aura été constaté par des preuves irréfragables que l'individu qu'il s'agit de renvoyer, est effectivement sujet de l'Etat auquel l'admission en est proposée, il y sera immédiatement admis sans distinction de réligion ou d'origine (Heimath) lors même qu'il ne serait pas possible de déterminer au juste l'endroit de sa naissance ou la commune à laquelle il appartient.

7) Sobald durch unabweisliche Gründe festgestellt worden, daß das auszuweisende Individuum wirklich Unterthan des Staates ist, bei welchem seine Uebernahme beantragt ist, so soll dasselbe unverzüglich und ohne Rücksicht auf Religion oder Heimath übernommen werden, und zwar selbst dann, wenn es nicht möglich sein sollte, dessen Geburtsort oder die Gemeinde, der es angehört, genau zu bestimmen.

8) Dans tous les cas susmentionnés les frais quels qu'ils soient, résultant d'une translation de cette catégorie, resteront à la charge de l'Etat qui l'aura opérée.

8) In allen vorerwähnten Fällen bleiben die Kosten jeglicher Art, welche durch eine solche Ausweisung entstehen, dem ausweisenden Staate zur Last.

9) Si le Gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu dont le transport dans sa patrie ne pour-

9) Wenn die Kaiserlich Russische oder die Königlich Polnische Regierung in den Fall kommen sollte, sich eines Individuums entledigen zu wollen,

rait être effectué qu'à travers le territoire Prussien, le Gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvuque, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même temps:

1) une déclaration certifiée du Gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir;

2) le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le Gouvernement Prussien, vû les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres Etats, ne pourra se prêter à recevoir un individu qui devra être transporté dans un Etat tiers.

Dans le cas où de pareils individus appartenant à un Etat tiers, auraient néanmoins été admis dans les Etats Prussiens, en vertu d'un passe-port délivré par des autorités Russes ou Polonaises, et que leur prétendu pays natal refusât de les recevoir, les autorités Prussiennes pourront les renvoyer en Russie ou en Pologne pendant la durée d'un

dessen Transportirung in seine Heimath nicht füglich anders, als durch das Preußische Gebiet geschehen könnte, so wird die Königlich Preußische Regierung ihre Einwilligung hierzu nie versagen, wenn, bei Ueberlieferung des Auszuweisenden an die Preußischen Grenzbehörden, diesen zugleich

1) eine bescheinigte Annahme-Erklärung derjenigen Landesregierung, welcher der Auszuweisende angehört, und

2) der vollständige Betrag der Transport- und Unterhaltungskosten des Auszuweisenden für den ganzen Weg bis in seine Heimath

übergeben wird.

Ohne die vollständige Erfüllung der beiden vorstehenden Bedingungen kann sich die Königlich Preußische Regierung bei den zwischen ihr und andern Staaten in dieser Beziehung bestehenden vertragsmäßigen Vereinbarungen zur Uebernahme irgend eines, einem dritten Staate zuzuweisenden Individuums nicht verstehen.

In dem Falle, wo dergleichen einem dritten Staate angehörige Individuen dennoch in die Preußischen Staaten auf Grund eines ihnen von einer Russischen oder Polnischen Behörde ertheilten Passes zugelassen sein sollten, und ihr angeblicher Heimathstaat ihre Aufnahme verweigerte, sollen die Preußischen Behörden sie nach Rußland oder Polen binnen einer Frist von Einem Jahre,

an, à dater de leur entrée de l'un de ces pays en Prusse, en consignant dans leurs passe-ports le motif de ce renvoi.

von ihrem Eintritte aus einem dieser Länder nach Preußen an gerechnet, zurückweisen dürfen, indem auf ihren Pässen der Grund dieser Zurückweisung vermerkt wird.

Mais si des étrangers qui auraient volontairement quitté le territoire Russe ou Polonais, ou qui en auraient été renvoyés sans être dirigés sur un point quelconque de la Monarchie Prussienne, venaient néanmoins à se présenter en Prusse, parce que le pays dont ils se disent originaires aurait refusé de les recevoir, le fait qu'ils se trouvent munis de passe-ports de sortie Russes ou Polonais, ne pourra pas être un motif de leur renvoi en Russie ou en Pologne, et dans ce cas les autorités Russes et Polonaises ne seront pas obligées de les réadmettre.

Wenn aber Ausländer, welche das Russische oder Polnische Gebiet freiwillig verlassen haben, oder welche aus demselben ausgewiesen worden sind, ohne nach irgend einem Punkte der Preußischen Monarchie dirigirt zu werden, sich dennoch in Preußen einfinden sollten, weil ihr angeblicher Heimathstaat ihre Aufnahme verweigerte, so soll der Umstand, daß sie mit Russischen oder Polnischen Ausgangspässen versehen sind, keinen Anlaß zu ihrer Zurückweisung nach Rußland oder Polen abgeben können und in diesem Falle die Russischen und Polnischen Behörden auch nicht verpflichtet sein, sie wieder zuzulassen.

Art. XXIV.

La durée de la présente Convention dont toutes les dispositions sont également applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze ans.

Art. 24.

Die Dauer der gegenwärtigen Konvention, deren sämmtliche Bestimmungen gleichmäßig auf das Königreich Polen Anwendung finden, ist auf zwölf Jahre festgesetzt.

Art. XXV.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

Art. 25.

Die gegenwärtige Konvention wird ratifizirt werden, und die betreffenden Ratifikationsinstrumente sollen in Berlin binnen sechs Wochen, oder noch früher, wenn es thunlich ist, ausgewechselt werden.

En foi de quoi, nous, les Pléni-

Zur Beglaubigung dessen haben wir,

potentiaires respectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Berlin le $\frac{8 \text{ Août}}{27 \text{ Juillet}}$ 1857.

v. Manteuffel. v. Brunnow.
(L. S.) (L. S.)

die beiderseitigen Bevollmächtigten, solche unterzeichnet und mit unserem Siegel versehen.

Geschehen zu Berlin, den $\frac{8. \text{ August}}{27. \text{ Juli}}$ 1857.

v. Manteuffel. v. Brunnow.
(L. S.) (L. S.)

Der vorstehende Vertrag ist ratifizirt worden, und hat die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu Berlin am 4. September stattgefunden.

Redigirt im Büreau des Staats-Ministeriums.

Berlin, gedruckt in der Königlichen Geheimen Ober-Hofbuchdruckerei
(R. Decker).